

Quel travail pour un parti du 21^{ème} siècle ?

Emmanuel Léonard – secrétaire fédéral du Loir et Cher

Notre parti vit actuellement une phase très difficile de son histoire.

Avec l'enchaînement des défaites électorales, même s'il convient bien sûr de nuancer, notre capacité d'action est fortement diminuée.

C'est ce qui a conduit à mettre en œuvre un congrès extraordinaire. Encore faut-il s'entendre sur ce que l'on met derrière extraordinaire. Le congrès est statutairement extraordinaire car il est avancé par rapport à sa date initiale. Mais surtout il se veut extraordinaire par son mode de préparation visant à associer le maximum de militants, pour travailler à un Parti Communiste du 21^{ème} siècle.

Pour cela faire un bilan, une évaluation de ce qui s'est passé depuis une dizaine d'années voire plus est un élément important, mais ce n'est pas le seul. Et il faut l'aborder à la fois en prenant en compte ce qui s'est passé dans le parti, mais aussi dans la société en général. En effet, le parti ne vit pas indépendamment de la société, et cela impacte obligatoirement notre fonctionnement interne.

Mais faire une évaluation toute seule n'apporte rien. Celle-ci doit s'articuler à une mise en perspective, à des hypothèses de travail pour les années à venir.

Et contrairement à ce que certains ont un peu trop rapidement tendance à faire, il faut d'abord examiner les faits, ne pas forcément considérer qu'a priori la direction (et singulièrement le secrétaire national) a tous les torts.

Seul l'examen objectif des faits sans idée préconçue permettra le cas échéant de définir la part de responsabilité de la direction nationale, des directions départementales ou de section, de chaque militant dans la situation actuelle du parti. Si nous voulons le faire correctement c'est une véritable démarche scientifique qu'il faut mettre en place. Autrement nous serons face à des points de vue, des opinions qui seront singulières et différentes, et nous n'arriverons pas à nous mettre d'accord. Or si l'objectif est bien la reconstruction du parti, c'est bien par l'effort collectif que nous y arriverons, pas en créant ou entretenant des divisions.

Mais ce bilan en lui-même n'est pas l'essentiel, ce qui prime tout ce sont les modifications à mettre en place dans l'organisation, la structuration du parti, la stratégie, les politiques à mener ... Le bilan doit nourrir ces perspectives, et ne doit pas constituer un frein en devenant l'alpha et l'oméga de notre travail.

Le travail à mener pour un parti rénové, en phase avec son époque et les batailles à mener est immense, et toutes les forces vives seront utiles. Ce n'est pas en continuant à nous déchirer que nous serons efficaces. Evidemment il y a des différences entre nous, et c'est heureux, mais ces différences doivent servir à alimenter un débat constructif, à s'enrichir mutuellement. Personne ne détient seul la « vérité ».

Stop aux oppositions se transformant en luttes de pouvoir ! L'urgence de la situation doit nous conduire à dépasser ces modes de fonctionnement, d'expression. Ce sont les idées, les propositions qui doivent être travaillées dans la phase préparatoire du congrès, et qui nous permettront de recréer du lien entre communistes, de remobiliser nombre de militants un peu désabusés, démotivés voire

perdus. Sans ces militants, on peut réaliser le meilleur projet communiste possible, avoir la meilleure direction, cela ne fonctionnera pas, car nous n'aurons pas de relais pour nos idées.

En essayant donc de rester sur des faits, voici quelques éléments de bilan qui me semblent utiles dans la perspective du travail à mener :

La dernière fois qu'un candidat communiste a été présenté à l'élection présidentielle, il s'agissait de Marie-George Buffet, elle a fait 1,5%.

Notre façon de mener le rassemblement n'a clairement pas produit la dynamique escomptée en 2017. Mais en 2012 la démarche avait été efficace. C'est principalement l'attitude de nos partenaires potentiels, France Insoumise pour ne pas la citer qui a changé. On peut certes se faire le reproche collectif de ne pas avoir anticipé cette situation nouvelle.

Le soutien à JLM pour la dernière présidentielle a fait l'objet d'un vote majoritaire des militants, à 55% environ. La conférence nationale avait donné quelques semaines avant le résultat inverse. On peut reprocher au secrétaire national d'avoir communiqué son point de vue publiquement, mais sans étude objective, je remets en cause l'influence que cela a pu avoir sur les adhérents. Et quand bien même, ceux qui avaient une position différente lors de la conférence nationale avaient également la possibilité de partager leur point de vue avec les adhérents, en étant d'ailleurs théoriquement plus proche, sur le terrain.

Si je tente une interprétation, je pense que les adhérents avaient encore en tête la dynamique de 2012, et n'ont pas intégré, c'était d'ailleurs très compliqué à la date du vote, le changement de positionnement qui se mettait en place côté France Insoumise.

Je pense surtout qu'il n'y avait pas de bonne solution, ni le soutien à JLM, ni le candidat autonome dans la situation telle qu'elle se présentait n'étaient une bonne solution.

Et rien ne permet objectivement de dire que le résultat des législatives aurait été meilleur dans la configuration d'un candidat autonome, qui aurait eu du mal à être visible et à peser dans les débats.

Ce qui me semble essentiel à travailler, identifier c'est pourquoi nous avons perdu le contact avec les populations les plus fragiles, celles que nous sommes censé défendre, représenter. On se veut toujours les défenseurs de la classe ouvrière, mais dans celle-ci qui nous soutient encore ? Et surtout pourquoi ?

Est-ce une question d'image, de visibilité, de contenu de notre projet ? Ou notre programme est-il considéré comme utopiste comme je l'entends parfois ?

C'est sans doute un mélange de tous ces paramètres, et d'autres encore. Comment y travaille-t-on ? Voilà une vraie question de congrès, et nos candidatures aux élections en découleront naturellement si nous réussissons à avancer sur cela.

C'est un travail de fond, que nous devons mener là encore, avec de l'étude, de l'expertise, de véritables méthodes de recherche.

Cette problématique, absolument centrale, nous amènera à décliner des questions sur les outils que nous utilisons, devons ou devons utiliser, en fonction du récepteur que nous voulons toucher. Car il ne peut y avoir une forme unique de toucher la population, vu les moyens de communication existants.

Le lieu d'habitation, l'âge, la sensibilité au numérique doivent par exemple être pris en compte dans notre manière de communiquer.

Communiquer c'est émettre, mais c'est aussi prendre en compte la réception, sinon on travaille dans le vide.

Nous avons également un défaut récurrent c'est le manque de suivi de nos initiatives, action. Trop souvent on fait un coup, réussi ou non, et cela s'arrête là.

Or si on peut penser que cela répond assez à la forme de zapping ayant cours dans la société, cela ne nous permet pas d'approfondir nos argumentaires, de faire un travail militant de terrain suivi.

Nous manquons aussi de réactivité.

En interne, nous ne mutualisons pas assez les compétences, chacun à tendance à travailler sur son territoire, ce qui est logique. Mais un certain nombre de militants ont aussi des compétences soient transportables, soit transposables. Nous devons mettre en place des dispositifs permettant ces mutualisations, surtout que nos moyens matériels vont le rendre impératif.

Cela pourrait d'ailleurs se travailler en même temps que la question de notre mode d'organisation territoriale, qui avec les réformes successives (regroupements de cantons, mise en place des communautés de communes ou d'agglomération, sans oublier les métropoles ...) n'est plus forcément adapté.

Ce sont les points qui me semblent les plus importants à travailler, en mettant en place des méthodes adaptées pour des éléments objectifs, permettant de discuter sur des bases communes, reconnues collectivement.

Dans ce contexte, la question des directions est posée, et ne peut être un tabou. Mais il faut le faire sur des bases saines en fonction d'éléments de discussion découlant du débat de fond, pas sur des a priori.